

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres Cedex

Chartres, le 02/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAPEC

7 rue de la croix vigneron
95160 Montmorency

Références : 187/RAPVI/PBi/IC240167
Code AIOT : 0010000187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2024 dans l'établissement FAPEC implanté 18 Rue des Tilleuls Zone Industrielle 28120 Illiers-Combray. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAPEC
- 18 Rue des Tilleuls Zone Industrielle 28120 Illiers-Combray
- Code AIOT : 0010000187
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement FAPEC A1 est classé sous le régime de l'enregistrement pour une activité de traitement de surfaces. Ses activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 1989. Son classement au titre de l'enregistrement est lié à l'évolution des seuils de la réglementation concernant les activités de traitement de surfaces.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La remarque R2 relevée lors de l'inspection du 27 mai 2021 portait sur le sujet de la surveillance des

installations de protection contre la foudre. En l'absence de prescriptions applicables à l'établissement sur ce thème suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, cette remarque a été abandonnée. **L'inspection des installations classées rappelle cependant à l'exploitant qu'il se doit de contrôler le bon état des installations de protection contre la foudre installées sur son site, afin d'éviter des effets liés à la foudre en cas d'impact.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des installations - NC1 VI 27-05-2021	Code de l'environnement du 27/05/2021, article R. 181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Surveillance des rejets d'eaux pluviales - NC2 VI 27-05-2021	Arrêté Préfectoral du 20/04/1989, article 2 §1.2.5	Demande d'action corrective	60 jours
4	Suivi des installations électriques - NC4 VI 27-05-2021	Arrêté Préfectoral du 20/04/1989, article 2 §1.6.8	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
5	Suivi des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/04/1989, article 2 §2.4.29	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Autosurveillance rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/04/1989, article 2 §2.4.31	Demande d'action corrective	60 jours
8	Suivi du forage installé sur site - D1 VI 27-05-2021	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 12 et 13	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des stocks traitement de surface - NC3 VI 27-05-2021	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
7	Suivi des déchets de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/04/1989, article 2 §2.4.36	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations - NC1 VI 27-05-2021

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/05/2021, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 27 mai 2021 : Ce rapport fait état de deux nouvelles rubriques relevant du seuil de la déclaration : 2910 et 2940 et indique que l'exploitant est tenu de régulariser sa situation administrative. Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas engagé la démarche aux fins de la régularisation administrative.</p> <p>NC1 : Les modifications des installations (bâtiment de finition et bâtiment de stockage de produits finis), entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en 1987, n'ont pas été portées à la connaissance du préfet d'Eure-et-Loir.</p> <p>Réponse de l'exploitant : Cette non-conformité concerne le bâtiment finition construit en 1999 et le bâtiment stockage expédition construit en 2013-2014 et agrandi en 2016. Les activités de montage de meubles et de stockage expédition existaient déjà dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ne sont donc pas nouvelles. Nous avons simplement des surfaces supplémentaires. Il n'y a pas de changement notable des éléments du dossier actuel.</p> <p>Constat du 28 février 2024 :</p>

L'exploitant n'a pas déposé d'élément portant à la connaissance des services de la Préfecture les modifications liées à l'ajout des bâtiments de finition et de stockage d'expédition.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Surveillance des rejets d'eaux pluviales - NC2 VI 27-05-2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1989, article 2 §1.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Par ailleurs, avant rejet dans le milieu naturel, l'effluent présentera en outre les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - demande chimique en oxygène, moyenne sur 2 heures, inférieure ou égale à 120 mg/l (norme NFT 90 101) ; - l'effluent ne dégagera aucune odeur putride ou ammoniacale. Il n'en dégagera pas non plus après cinq jours d'incubation à 20°C. - teneur en hydrocarbures inférieure à : <ul style="list-style-type: none"> - 5 ppm par la méthode de dosage des matières organiques en suspension dans l'eau extractible à l'hexane (norme NFT 90 202) ; - 20 ppm par la méthode de dosage des hydrocarbures totaux (norme NFT 90 203).
Constats : Constat du 27 mai 2021 : La société FAPEC n'a pas justifié de la conformité du rejet de ses eaux pluviales en sorties de séparateurs d'hydrocarbures (il n'a pas procédé à une analyse des rejets des débourbeurs-déshuileurs du site, n'a pas présenté de programme de surveillance des émissions et n'a pas présenté de documentation technique des débourbeurs faisant état de la garantie de rejet en hydrocarbures). NC2 : L'exploitant n'a pas justifié de la conformité du rejet de ses eaux pluviales en sorties de séparateurs d'hydrocarbures (il n'a pas procédé à une analyse des rejets des débourbeurs-déshuileurs du site, n'a pas présenté de programme de surveillance des émissions et n'a pas présenté de documentation technique des débourbeurs faisant état de la garantie de rejet en hydrocarbures). Réponse de l'exploitant : Le BSD est en pièce jointe. Les séparateurs d'hydrocarbure du site ont été vidangés par la société AAB SA, spécialisée dans ce domaine et qui a procédé au traitement des déchets collectés. Le bordereau de suivi de déchets relatif à l'extraction des déchets issus de débourbeur-déshuileur a été récupéré rempli : Quantité : 6,5 tonnes, centre de traitement : ATHALYS.

<p>Constat de l'inspection du 28 février 2024 :</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection ne pas avoir réalisé de contrôle sur ses rejets d'eaux pluviales en sortie de son site.</p> <p>Il lui appartient de les réaliser dans les meilleurs délais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60jours</p>

N° 3 : État des stocks traitement de surface - NC3 VI 27-05-2021

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 27 mai 2021 : Le neutralisant présent sur site est un produit de désignation commerciale S 1263-16. Il ne figure pas dans la liste des produits utilisée présentée.</p> <p>NC3 : L'exploitant ne dispose pas d'état des stocks relatifs aux produits utilisés dans l'atelier de traitement de surface. La liste des produits détenus n'est pas à jour.</p> <p>Réponse de l'exploitant : Voir en pièce jointe la liste à jour des produits utilisés dans l'atelier de traitement de surface.</p> <p>Constat de l'inspection du 28 février 2024 :</p> <p>Le document transmis par l'exploitant suite à la dernière inspection mentionne le neutralisant relevé comme absent le 27 mai 2021.</p> <p>Le 28 février 2024, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui présenter l'état des stocks des produits utilisés en traitement de surface ce jour. La liste présentée lors de l'inspection comprenait l'ensemble des produits acquis par l'établissement, sans faire de distinction sur la date d'achat ou la quantité présente sur site au jour de l'inspection.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que ce type de liste doit pouvoir être présenté immédiatement en cas d'incident au sein de l'établissement, afin que les personnes intervenantes puissent connaître les risques liés aux produits sur site. Dans ce cadre, la liste présentée lors de l'inspection ne permet pas de connaître rapidement les produits présents au</p>

<p>sein de l'établissement.</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier électronique du 4 mars 2024 une liste datée du même jour, reprenant uniquement les produits présents dans l'établissement et liés aux activités de traitement de surfaces. Le contenu de ce second document n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suivi des installations électriques - NC4 VI 27-05-2021

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1989, article 2 §1.6.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation électrique sera entretenue en bon état : elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat 2021 : Ce document signale que la coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant lors de la vérification.</p> <p>NC4 : Vérification incomplète des installations électriques (coupure totale non réalisée lors de la vérification périodique).</p> <p>Réponse de l'exploitant du 21 septembre 2021 : Une coupure totale de l'électricité a été réalisée par la société GT lors du nettoyage et l'entretien du transformateur. Cette coupure a été réalisée un samedi lorsque les machines ne fonctionnaient pas. Actuellement la société DEKRA qui contrôle les installations électriques et qui établit le Q18 n'effectue pas ce test car elle intervient en semaine et elle ne veut pas interrompre la production.</p> <p>Constat de l'inspection du 28 février 2024 :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques rédigé par DEKRA, daté du 26 septembre 2023 et basé sur une intervention réalisée entre les 19 et 22 septembre 2023. Il a également présenté le certificat Q18 associé à cette vérification.</p> <p>Le certificat Q18 indique que la vérification des installations électriques a été complète, que la coupure totale des installations n'a pas été réalisée lors de l'inspection, et que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques relève un total de 55 non-conformités, dont 3 sont reprises dans le certificat Q18. D'après le suivi des corrections réalisé par le responsable maintenance de la société FAPEC, transmis le 4 mars 2024, 46 non-conformités ont été corrigées, dont les 3 écarts signalés par le certificat Q18.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées constate que l'écart relevé en 2021 n'est pas traité : Vérification incomplète des installations électriques (coupure totale non réalisée lors de la vérification périodique).</p>

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué prévoir de résoudre les 9 derniers écarts avant le contrôle 2024 des installations électriques de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60jours

N° 5 : Suivi des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1989, article 2 §2.4.29
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit : - Acidité totale exprimée en H : 0,5 mg/Nm3 - HF, exprimé en F : 5 mg/Nm3 - Alcalins, exprimés en OH : 10 mg/Nm3 - NOx, exprimés en NO3 : 100 ppm.
Constats : Constat de l'inspection du 28 février 2024 : Interrogé sur son suivi des rejets atmosphériques de l'établissement, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'analyses à ce sujet depuis plusieurs années, et que le seul paramètre analysé lors de la dernière analyse était la quantité de poussières rejetée par l'établissement. Dans ce cadre, il est impossible de déterminer si l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission qui lui sont prescrites dans l'arrêté préfectoral du 20 avril 1989, ou à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant a indiqué, durant l'inspection, être en discussion avec son prestataire de contrôle pour réaliser dans les meilleurs délais les analyses des rejets atmosphériques de son établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le justificatif des actions correctives menées en réponse au présent constat.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60jours

N° 6 : Autosurveillance rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1989, article 2 §2.4.31
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant. L'autosurveillance porte sur : [...]</p> <p>- le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques. Ce type de contrôles doit être réalisé au moins une fois par an. Ils peuvent être trimestriels si les flux rejetés sont importants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans le précédent point de contrôle, la dernière analyse des rejets atmosphériques de l'établissement date de plusieurs années.</p> <p>Dans ce cadre, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne respecte pas la fréquence d'auto-surveillance qui lui est prescrite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 7 : Suivi des déchets de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/1989, article 2 §2.4.36
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant de l'atelier de traitement de surface, producteur des déchets, doit veiller à leur bonne élimination même s'il a recours au service de tiers : il s'assure du caractère adapté des moyens et procédés mis en oeuvre. Il doit notamment obtenir et archiver pendant au moins trois ans tout document permettant d'en justifier. Une synthèse précisant de façon détaillée les déchets produits, leur composition approximative, les enlèvements, les quantités et leur modalité d'élimination finale, ainsi que les déchets éliminés par l'exploitant lui-même (en précisant le procédé utilisé) sera transmise annuellement à l'inspection des installations classées. L'inspecteur</p>

peut obtenir toute information, justification ou analyse complémentaire sur simple demande.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté, lors de l'inspection, que l'exploitant a procédé à la transmission de sa déclaration GEREP pour l'année 2022 en date du 30 mars 2023. L'exploitant a indiqué durant l'inspection être en train de rassembler les éléments pour constituer sa déclaration pour l'année 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi du forage installé sur site - D1 VI 27-05-2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 12 et 13
Thème(s) : Risques chroniques, Forage
Prescription contrôlée : Article 12 : "Est considéré comme abandonné tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain : - pour lequel le déclarant ne souhaite pas faire les travaux de réhabilitation nécessaires, notamment à l'issue d'une inspection ; - ou qui a été réalisé dans la phase de travaux de recherche mais qui n'a pas été destiné à l'exploitation en vue de la surveillance ou du prélèvement des eaux souterraines; - ou pour lequel, suite aux essais de pompage ou tout autre motif, le déclarant ne souhaite pas poursuivre son exploitation." Article 13 : " Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. [...] Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage."
Constats : Constat de l'inspection du 27 mai 2021 : Interviewé le 27 mai 2021, l'exploitant ne sait pas si le système [de pompage du forage] est encore en place ou non. D1 : L'exploitant fournit les justificatifs de retrait du système de pompage. Constat de l'inspection du 28 février 2024 :

L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de l'état abandonné ainsi que du comblement du forage présent sur le site.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60jours